



Décision n° CODEP-OLS-2020-032822 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 23 juin 2020 autorisant EDF à modifier temporairement de manière notable les modalités d'exploitation autorisées de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly (INB n° 84 et 85)

Le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R. 593-55 à R. 593-58 ;

Vu le décret du 14 juin 1976 autorisant la création par Électricité de France de quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly dans le département du Loiret ;

Vu l'arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2015-DC-0508 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 21 avril 2015 relative à l'étude sur la gestion des déchets et au bilan des déchets produits dans les installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2017-DC-0616 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 30 novembre 2017 relative aux modifications notables des installations nucléaires de base ;

Vu la demande de modification notable référencée D5140/NACR/20.004 indice c du 19 juin 2020 ;

Considérant que, par courrier du 19 juin 2020 susvisé, EDF a déposé une demande d'autorisation de modification des prescriptions de l'aire d'entreposage des déchets radioactifs de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly, notamment pour l'adjonction d'un emballage contenant un tube guide de grappe (TGG) rebuté ; que cette modification constitue une modification notable des modalités d'exploitation autorisées de son installation relevant du régime d'autorisation de l'Autorité de sûreté nucléaire régi par l'article R. 593-55 du code de l'environnement susvisé,

Décide :

Article 1^{er}

Électricité de France (EDF), ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée à modifier temporairement les modalités d'exploitation autorisées des installations nucléaires de base n° 84 et 85 dans les conditions prévues par sa demande du 19 juin 2020 susvisée.

Article 2

La modification autorisée par la présente décision peut être mise en œuvre au plus tard jusqu'au 31 décembre 2025.

Article 3

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 4

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'exploitant et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Montrouge, le 23 juin 2020.

**Pour le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire
et par délégation,
le directeur général adjoint**

Signé par Julien COLLET